

Yves CORDIER
Commissaire Enquêteur

Enquête E 13 252/59

Département du Nord - Arrondissement de Cambrai
Communes de Banteux, Bantouzelle, Cambrai, Cantaing-sur-Escaut, Crèvecœur-sur-l'Escaut
Fontaine-Notre-Dame, Honnecourt-sur-Escaut, Les Rues-des-Vignes, Marconng, Masnières, Proville.
Demande d'Autorisation présentée par M le Directeur Régional de Voies Navigables de France (VNF)
de mettre en place le Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage et d'entretien (PGPOD)
de l'Unité Hydrographique Cohérente (UHC) n°13 - Canal de Saint-Quentin.

Plan du rapport.

Principaux textes législatifs et réglementaires - Glossaire.

Introduction.

Ch.1 Analyse du dossier.

- 1.1 Présentation du projet objet de l'enquête publique.
- 1.2 Contenu du dossier d'enquête.
- 1.3 Cadre législatif et réglementaire.
- 1.4 Technique de dragage -Transport des produits du dragage -Devenir de ces produits.
- 1.5 Etat initial de l'Environnement.
- 1.6 Incidences du dragage d'entretien sur l'Environnement et la Santé.
- 1.7 Mesures de Protection de l'Environnement.
- 1.8 Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE.
- 1.9 Incidences Natura 2000.

Ch.2 Organisation et Déroulement de l'Enquête Publique.

- 2.1 Organisation de l'enquête.
- 2.2 Publicité de l'enquête.
- 2.3 Observations du public.
- 2.4 Déroulement de l'enquête.

Ch.3 Analyse des Avis et Observations recueillis.

- 3.1 Avis des Conseils Municipaux.
- 3.2 Observations recueillies lors des 4 permanences et inscrites au registre communal.
- 3.3 Observations inscrites au registre d'une des 11 communes concernées en dehors des permanences.
- 3.4 Observations reçues par courrier et annexées au registre des Rues-des-Vignes (siège de l'enquête).
- 3.5 Observations reçues par courriel sur le site préfectoral www.nord.pref.gouv.fr.

Procès-verbal des observations recueillies remis au pétitionnaire par le CE.
Mémoire en Réponse envoyé par le pétitionnaire au CE.

Conclusions et Avis du Commissaire Enquêteur.

Principaux textes législatifs et réglementaires relatifs à cette enquête.

- Texte fondamental: Loi 92-03 du 03/01/92, Loi sur l'Eau, devenue Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30/12/06, intégrée au Code de l'Environnement: articles L 214-1 et suivants et R 214-1 et suivants.
- Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 indiquant que les sédiments hors d'eau sont considérés comme des déchets.
- Loi n° 92-646 du 13/07/92 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement., intégrée au Code de l'Environnement, articles L 541 et suivants. Cette loi précise que, hors d'eau, les sédiments de dragage sont considérés comme des déchets.
- Articles L 123-1 à L 123-19 et R 12361 à R 123-22 du Code de l'Environnement relatifs à l'enquête publique.
- Décret 2011-2018 portant réforme de l'enquête publique.
- Décret 2011-2019 portant réforme de l'étude d'impact.
- Décret 2011-2021 listant les programmes qui doivent faire l'objet d'une communication au public par voie électronique.
- Arrêté du 24/04/12 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'enquête publique.
- Convention d'Aarhus du 25/06/98.
- Loi 2009-967 du 03/08/09, loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement.
- Loi 2010-788 du 12/07/10 portant Engagement National pour l'Environnement, Loi ENE dite « Grenelle 2 ».
- Décret 2007-1760 du 14/12/07, intégré au Code de l'Environnement, articles L 215-14 et 15 prescrivant la réalisation de Plans de Gestion pour les Opérations de Dragage d'entretien groupées à l'échelle d'une Unité Hydrographique Cohérente.
- Circulaire du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 04/07/08 relative à la procédure concernant la gestion des sédiments lors de travaux ou d'opérations impliquant des dragages et curages maritimes et fluviaux
- Articles L 541 et R 541 du Code de l'Environnement relatifs aux déchets.
- Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique du 07/11/13

Glossaire.

DDTM: Direction Départementale des Territoires et de la Mer.
 DREAL: Direction Régionale de l'Équipement, de l'Aménagement et du logement.
 ICPE: Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
 ONEMA: Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.
 PCB: Poly-Chloro-Byphéniles.
 PGPOD: Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien.
 PLU: Plan Local d'Urbanisme
 SAGE: Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux..
 SDAGE: Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
 SEQ-Eau: Système d'Évaluation de la Qualité des cours d'Eau.
 STEP: STation d'EPuration.
 TA: Tribunal Administratif.
 UHC: Unité Hydrographique Cohérente.
 VNF: Voies Navigables de France.
 ZNIEFF: Zone Naturelle d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.

Introduction.

M le Directeur Régional de Voies Navigables de France a demandé à M le Préfet du Nord d'autoriser la mise en place du Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien (PGOPD) de l'Unité Hydrographique Cohérente (UGC) n°13-Canal de Saint-Quentin. Cette demande est présentée au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30/12/06.

L'accumulation dans le canal des sédiments provenant du bassin versant nécessite ce dragage. Depuis le décret du 14/12/07 les opérations de dragage dans un but d'entretien doivent faire l'objet d'un PGOPD à l'échelle d'une UHC; l'arrêté du 30/05/08 précise le contenu du dossier de demande d'autorisation.

Le très important décret du 29/12/11 portant réforme des études d'impact et de l'enquête publique concerne les PGOPD.

Mais ce décret ne s'applique qu'aux demandes d'autorisation enregistrées à partir du 01/06/12; le dossier de demande d'autorisation de mise en place du PGOPD de l'UHC n°13 ayant été enregistré le 30/05/12, le décret du 29/12/11 ne s'applique pas; la présente opération relève donc seulement des modalités définies par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30/12/06.

J'ai été désigné Commissaire Enquêteur (CE) par ordonnance de M le Président du Tribunal Administratif (TA) de Lille en date du 08/10/13; M Jean-Louis COUVOYON a été désigné CE suppléant.

J'ai pris contact avec la DDTM du Nord qui instruit ce dossier.

L'enquête publique a été organisée du 06/12/13 au 08/01/14 inclus.

Le siège de l'enquête a été fixé en Mairie des Rues-des-Vignes.

Un dossier d'enquête et un registre destiné à recevoir les observations du public ont été déposés dans les Mairies de Banteux, Bantouzelle, Cambrai, Cantaing-sur-Escaut, Crévecœur-sur-l'Escaut, Fontaine-Notre-Dame, Honnecourt-sur-Escaut, Les Rues-des-Vignes, Marcoing, Masnières et Provill, communes traversées par le Canal de Saint-Quentin.

En tant que CE je me suis tenu à la disposition du public lors de 4 permanences en Mairies de:

-Cambrai le 06/12/13 de 9h à 12h;

-Bantouzelle le 20/12/13 de 8h à 10h;

-Marcoing le 03/01/14 de 9h à 12h;

-Les Rues-des-Vignes 08/01/14 de 14h à 17h, clôture de l'enquête.

Le dossier instruit par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) y est suivi par M Johnny DELPIERRE de la Cellule de l'Eau.

Pour VNF M Jérémie SOMON Responsable de la Cellule Dragages coordonne la démarche.

Long de 92,5km le Canal de Saint-Quentin assure la jonction entre l'Oise, la Somme et l'Escaut et met en relation le Bassin Parisien, le Nord de la France et la Belgique. Le tronçon concerné par le projet et soumis à enquête se situe entre la limite départementale Aisne-Nord et Cambrai. Au Nord de Cambrai le Canal se prolonge par le Canal de l'Escaut qui rejoint le Canal de Dunkerque à l'Escaut (ou Canal à Grand Gabarit Dunkerque-Valenciennes).

Le projet de canal entre la Somme et l'Escaut, entre Saint-Quentin et Cambrai, a été conçu par l'ingénieur militaire DEVIC puis repris en 1766 par l'ingénieur Pierre-Joseph LAURENT. Les travaux interrompus pendant plus de 20 ans, pour diverses raisons, recommencèrent en 1802 par la volonté de Napoléon BONAPARTE, Premier Consul et furent achevés en 1809. Le Canal fut inauguré le 28/04/1810 par l'Empereur Napoléon Ier et l'Impératrice Marie-Louise.

Ce canal, ensuite porté au gabarit Freycinet, connut un trafic intense en particulier de céréales et charbon vers Paris, jusqu'à l'ouverture du Canal du Nord dont la construction amorcée en 1913 fut interrompue par les 2 guerres mondiales et les difficultés économiques et financières. Le Canal du Nord fut ouvert à la navigation en 1965.

Le CE tient aussi à souligner que le projet phare du Grenelle de l'Environnement et du développement du frêt fluvial, le Canal à Grand Gabarit Seine-Nord-Europe (SNE), base d'une nouvelle compétitivité pour les régions Nord-Pas de Calais et Picardie, concerne très précisément le secteur géographique de cette enquête. Il prévoit en effet le creusement d'un nouveau canal d'environ 100km entre l'Oise(Compiègne) et le Canal Dunkerque-Escaut (Cambrai) et intègre la réalisation de plateformes tri modales qui devraient permettre le développement d'activités logistiques et industrielles.

Le CE souhaite aussi souligner, dès cette introduction, que les sédiments de dragage et de curage sont , hors d'eau, considérés réglementairement comme des déchets (Directive européenne n°2008/98/CE du 19/11/08; Loi 92-646 du 13/07/92, intégrée au Code de l'Environnement, articles L 541 et suivants).

Un Schéma Directeur Régional des Terrains de Dépôt (SRTD) a été mis en place en 2008.

En 2007 VNF a obtenu la certification ISO 14001 pour la gestion de ses terrains de dépôt.

Le Schéma Régional d'Aménagement de la Voie d'Eau (SRAVE) élaboré en 2008 et récemment actualisé pour la période 2013-2025 s'articule autour de 4 thèmes qui reprennent les objectifs et missions de VNF:

- Transport;
- Tourisme;
- Gestion Hydraulique;
- Développement Durable. Pour ce 4^{ème} thème le CE souligne ici les enjeux de développement durable du domaine fluvial:
 - contribuer à atteindre le bon état écologique des cours d'eau;
 - réguler les plantes invasives;
 - accentuer la mise en œuvre de la politique globale de gestion des déchets.

Le CE souhaite aussi mentionner la très intéressante brochure documentaire « Sédiments. Trois modes de gestion: mode d'emploi » et le guide « Sédiments à terre quelle réglementation? » édités par la DREAL Nord-Pas de Calais.

Ces 2 fascicules

- rappellent que l'accumulation des sédiments peut gêner la circulation des bateaux et perturber l'équilibre physico-chimique l'eau et que les opérations de dragage contribuent au maintien du trafic fluvial et participent à l'entretien et à la restauration des milieux naturels aquatiques.
- soulignent que la région avec 680km de voie d'eau navigable (10% du réseau français) est la quatrième région de France en termes de sédiments et que ces sédiments sont potentiellement pollués du fait des activités agricoles, industrielles et urbaines, passées et actuelles.
- mettent en évidence la situation des sédiments à l'interface de plusieurs enjeux du Grenelle de l'Environnement: la protection des milieux naturels, la volonté de privilégier les transports fluviaux et de favoriser la valorisation des déchets.
- précisent que la réglementation définit trois modes de gestion: l'immersion (remise en suspension), la réutilisation, la gestion à terre.
- développent un paragraphe sur la gestion des sédiments à terre où ils sont considérés comme déchets et relèvent de la législation et de la réglementation des ICPE.
- présentent sous forme de tableau le classement ICPE des sédiments gérés à terre avec leur n° de rubrique.
- énumèrent les différentes filières de valorisation envisageables actuellement:
 - utilisation routière;
 - valorisation agricole;
 - aménagements paysagers;
 - renforcement des berges;
 - remblaiement de carrières;
 - couverture finale d'installations de stockage de déchets;
 - valorisation en produits de construction (béton, blocs, briques).

1.1 Présentation du projet objet de la présente enquête.

La Direction Territoriale Nord- Pas-de-Calais de VNF, 37 Rue du Plat 59000 Lille est Maître d'Ouvrage des opérations de dragage d'entretien du Canal de Saint-Quentin.

Les canaux reçoivent les sédiments liés au ruissellement sur les pentes de leur bassin versant. Dans le cas présent, la faiblesse des pentes résultant de l'absence de relief et la pratique de cultures fortement mécanisées, entraînent l'accumulation importante de sédiments dans le fond de la voie d'eau; l'entretien par dragage régulier est une nécessité, de façon à maintenir un mouillage suffisant pour permettre le trafic fluvial, préserver le bon état écologique des cours d'eau, mais aussi , dans certains secteurs pour éviter les inondations.

Ces opérations d'entretien intégrées dans un Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien (PGPOD), sont groupées à l'échelle d'une Unité Hydrographique Cohérente (UHC) .

Dans le cadre de la présente enquête le PGPOD concerne l'UHC n°13 Canal de Saint-Quentin (le réseau régional de voies navigables a été divisé en 14 UHC). Le secteur impliqué se développe de la limite Aisne/Nord à l'écluse de Selles sur le territoire de 11 communes: Banteux, Bantouzelle, Cambrai, Cantaing-sur-Escaut, Crèvecœur-sur-l'Escaut, Fontaine-Notre-Dame,

Honnecourt-sur-Escaut, Les Rues-des-Vignes, Marcoing, Masnières, Proville.

Une synthèse des données et un calendrier prévisionnel (tableaux 27 et 28 page 101) prévoient un volume de sédiments enlevés de: 100 000m³ pour la voie d'eau (50 000m³ en 2014, 50 000m³ en 2015)

15 000 m³ pour les écluses en 2020

(+ 40 000m³ pour les quais, sous maîtrise d'ouvrage extérieure et

non inclus dans le PGPOD)

Le tableau 32 « terrains de dépôts préconisés par voie d'eau» ventile les 115 000m³ mentionnés ci-dessus sur 5 terrains de dépôts préconisés localisés sur la carte 44 page 108 où ils sont référencés B2,5a, 5c, 6a,7b. Le CE regrette que la taille et l'échelle de cette carte n'en facilitent pas la lisibilité et que des références cadastrales ne soient pas précisées.

Le CE souligne que la présente enquête de demande d'autorisation concerne uniquement le dragage des sédiments. Le devenir des sédiments extraits n'apparaît dans le dossier d'enquête qu'au titre d'orientations; le choix du ou des processus utilisés n'interviendra qu'après et entraînera éventuellement une nouvelle procédure (par exemple une enquête ICPE).

1.2 Contenu du Dossier d'Enquête Publique.

Les personnes intéressées et le CE ont eu à leur disposition un dossier assez conséquent réalisé par « ARTELIA Eau et Environnement », 2 Rue Jacques Prévert, 59650 Villeneuve d'Ascq, dossier de 150 pages, 50 figures, 44 tableaux, 1 glossaire, auxquels s'ajoutent 98 pages d'annexes.

Le plan du dossier est le suivant:

- 1° Note de présentation et préambule;
- 2° Cadre réglementaire;
- 3° l'Unité Hydrographique Cohérente;
- 4° Diagnostic de l'Etat Initial de l'UHC et de son environnement;
- 5° Programme pluriannuel d'intervention à l'échelle de l'UHC;
- 6° Incidences des opérations d'entretien des voies d'eau sur l'environnement et la santé;
- 7° Mesures de protection de l'environnement;
- 8° Synthèse des incidences et des mesures;
- 9° Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE;
- 10° Conclusion; Déroulement du Plan de Gestion.

Annexes: 1° Déclaration préalable des opérations de dragage;

2° Bordereau journalier des opérations de dragage;

3° Fiche de bilan annuel par UHC;

4° Protocole d'échantillonnage des sédiments

5° Techniques de dragage. Moyens de transport et Devenir des produits de curage;

6° Communes mouillées de l'UHC;

7° Evaluation des incidences Natura 2000.

Le CE tient à préciser ici que l'important Décret du 29/12/11 concernant la réforme de l'étude d'impact et de l'enquête publique s'applique aux PGPOD dont le dossier de demande d'autorisation est déposé à partir du 01/06/12; le présent dossier ayant été enregistré le 30/05/12, le décret du 29/12/11 ne s'applique pas. Le dossier ne comporte pas d'Avis de l'Autorité Environnementale ni d'Etude d'Impact au sens strict. Certes les parties 4, 6, 7 et 8 du dossier fournissent des éléments et précisions pouvant être jugés équivalents. Le CE considère que les premières pages du dossier peuvent, sans en avoir la dénomination être assimilées à un résumé non technique du projet.

Le CE souhaite organiser son analyse du dossier dans les directions suivantes:

- 1.3 Cadre législatif et réglementaire de l'enquête;
- 1.4 Techniques de dragage, Transport des produits de curage, Devenir des sédiments;
- 1.5 Etat initial de l'environnement;
- 1.6 Incidences du projet de dragage d'entretien sur l'environnement et la santé;
- 1.7 Mesures de protection de l'Environnement;
- 1.8 Compatibilité avec le SDAGE (et le SAGE);
- 1.9 Incidences Natura 2000.

1.3 Cadre législatif et réglementaire de l'enquête.

Le CE souhaite mettre plus particulièrement en avant les éléments suivants:

-La présente enquête publique de demande d'autorisation de mise en place du PGOPD de l'UHC n°13 relève de la fondamentale loi n° 2006-1772 du 30/12/06 (JORF du 31/12/06), « Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques ». Cette loi a pour fonction de transposer dans le droit français la directive européenne sur l'eau d'octobre 2000 ayant pour objet entre autres d'assurer le bon état des eaux d'ici 2015.

La loi de 2006 réforme divers Codes dont ceux de l'Environnement et de la Santé; elle vise à assurer la reconquête de la qualité hydrologique des cours d'eau.

Dans cette loi le terme précédemment utilisé de « curage »est remplacé par « dragage d'entretien »; cette opération a pour objet de maintenir le profil longitudinal du cours d'eau, de permettre l'écoulement des eaux et de contribuer à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles,débris et atterrissements, flottants ou non, et par élagage de la végétation riveraine. Le CE souligne que le canal lui a paru relativement propre et que la végétation des rives ne semble pas envahissante sauf dans 2 secteurs: Marcoing-Pont de Chemin de Fer et Ecluse de Vaucelles-Silo.

-Dans le Code de l'Environnement doivent être spécialement soulignés les articles L 211-7, L 214-1à6, R 214. Ces articles précisent et listent les opérations soumises à autorisation préfectorale et réglementent les travaux effectués.

-Le décret n°2007-1760 du 14/12/07 prescrit la réalisation d'un plan pluriannuel pour les opérations d'entretien groupées à l'échelle d'une UHC. Ce plan doit être approuvé par le Préfet et vaut autorisation de conduire les travaux.

-La loi n° 2010-788 du 12/07/10 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite aussi « Grenelle II » complète et applique la loi dite « Grenelle I » votée en 2009 qui déclinait en programme les engagements du « Grenelle de l'Environnement ».

-Le décret n°2011-2019 du 29/12/11 (JORF du 30/12/11) portant réforme des études d'impact de travaux ou aménagements et réforme de l'enquête publique constitue une référence fondamentale, toutefois il ne s'applique qu'aux dossiers de demande d'autorisation déposés à compter du 01/06/12; Le présent dossier ayant été enregistré le 30/05/12 le projet n'est donc pas soumis à étude d'impact, seule une notice d'évaluation des incidences des opérations de dragage sur le milieu aquatique est exigée. La présente demande d'autorisation n'étant pas réglementairement soumise à étude d'impact le dossier ne comporte pas d'avis de la DREAL, ni de Personnes Publiques Associées (Conseil Régional, Conseil Général...)

Le CE regrette que de ce fait le public intéressé n'ait pas eu à sa disposition un résumé non technique (obligatoire dans les études d'impact); tout en remarquant que les 18 premières pages du dossier, qui constituent la notice de présentation du projet, peuvent éventuellement être assimilées à un résumé non technique d'une notice d'impact. Il souligne aussi que pour la même raison le dossier ne comporte pas d'avis de l'Autorité Environnementale.

1.4 Techniques de Dragage - Transport des Produits de Curage - Devenir de ces Produits

1.4.1 Techniques de dragage.

Le dragage mécanique est la technique retenue pour le curage du Canal de Saint-Quentin. La pelle mécanique interviendra à partir d'un ponton; la navigation restera possible pendant toute l'intervention.

La technique de dragage est évoquée dans la notice de présentation, développée en 5.4.1 du dossier et, photos à l'appui en Annexe 5; le tout de manière compréhensible et satisfaisante.

1.4.5 Transport des produits de curage.

Pour des raisons économiques, mais aussi environnementales, le transport par barges sera privilégié; le transport par camions, offrant une plus grande flexibilité, mais plus coûteux et plus dommageable pour l'environnement ne constituera que le mode de transport complémentaire.

La question du transport des produits de dragage est évoquée dans la notice de présentation, développée en 5.4.2 du dossier et photos à l'appui en Annexe 5; le tout de manière compréhensible et satisfaisante.

1.4.3 Devenir des sédiments.

Cet aspect du dossier est beaucoup plus problématique et insuffisant.

D'ailleurs lors de sa visite des différentes Mairies les 25/11 matin et 26/11 après-midi pour signer et parapher le dossier et le registre d'enquête et finaliser les modalités, les entretiens spontanés avec les Maires ou/et DGS, Secrétaires de Mairie ont débouché sur des interrogations dans ce domaine.

La question est d'autant plus importante que sont concernés, dans un premier temps, 100 000m³ de produits de dragage du Canal stricto sensu (50 000m³ en 2014, 50 000m³ en 2015), auxquels s'ajouteront 15 000m³ de curage des écluses, et 40 000m³ de dragage des quais sous maîtrise d'ouvrage autre que VNF.

Le public concerné et le CE ne peuvent limiter leur réflexion sur le projet à la dernière phase du passage consacré à cette question dans la notice de présentation page10: « La mise en dépôt des produits de curage et leurs valorisations, dans le cas où elles seraient possibles, feront l'objet de projets Loi sur l'Eau spécifiques. » (le CE rappelle qu'en l'absence de résumé non technique d'une étude d'impact stricto sensu cette notice de présentation est réputée en faire office).

Le CE souhaite souligner ici quelques stipulations de la législation et de la réglementation concernant le devenir des produits du dragage; le dossier de demande d'autorisation reprend d'ailleurs ces éléments pages 29 à 32.

-les produits de curage sont classés en 3 catégories (Arrêté du 9/08/06) :

- produits de curage Inertes (I);
- produits de curage Non Dangereux Non Inertes (NDNI);
- produits de curage dangereux (D).

-le Code de l'Environnement dans ses articles L 541-66 et suivants et R 541-66 et suivants soumet les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) à une autorisation préfectorale.

-l'installation définitive de produits de curage Non Inertes, Dangereux ou Non Dangereux est soumise au régime de l'Autorisation Préfectorale au Titre des ICPE (Décret n° 2010-369 du 13/04/10 et Arrêté du 2/08/11).

-la circulaire du 4/07/08 stipule que la valorisation agricole des produits de curage par épandage ne peut concerner que des produits de curage non dangereux.

Le CE tient par ailleurs à souligner que le 4.4 du dossier: « Bilan sédimentaire », le 5.4.3 du dossier: « Devenir des sédiments » et l'Annexe 5 dans son §: « Devenir des produits de curage » développent différents aspects de cette problématique mais de manière très dense, analysent les différentes possibilités leurs avantages, inconvénients et contraintes, mais avec beaucoup d'éventualités, et, sans se prononcer nettement sur les choix qui seront retenus.

Le CE précise aussi que l'Annexe 7 « Evaluation des Incidences Natura 2000 » indique de manière très précise page 13 « le devenir des sédiments fera l'objet d'un dossier réglementaire à part entière ». Le CE profite de la réunion du 5/12, dans les locaux de VNF, Port fluvial de Lille, et des échanges de vue très constructifs avec les 2 responsables de VNF présents qui ont ponctué cette rencontre, pour demander un certain nombre de précisions.

Sont reprises ci-dessous et classées par thème les questions du CE et les réponses de VNF.

(en fonction des questions posées lors des permanences ou hors permanences et analysées au dépouillement des registres, ces différents points seront repris dans le Ch 3 du rapport du CE:

« Analyse des observations recueillies », dans le procès-verbal remis par le CE à VNF à la clôture de l'enquête et dans le « Mémoire en Réponse » adressé par VNF au CE)

Interrogations du CE sur le devenir des sédiments extraits; réponses des responsables de VNF lors de la rencontre du 5/12.

Question: peut-on envisager une valorisation « Génie Civil », pour quel volume?

Réponse: la valorisation « Génie Civil » est envisageable, soit pour remblai, soit pour aménagement de berges par exemple; le volume ne peut être précisé puisqu'il dépendra des chantiers en cours au voisinage du canal pendant la période des travaux de dragage.

Question: peut-on envisager une valorisation agricole, pour quel volume?

Réponse: la valorisation agricole est envisagée, pour un volume qui ne peut être fixé dès maintenant.

Question: quelle proportion des 100 000m³ extraits en 2014-2015 sera stockée, où?

Réponse: la proportion de sédiments stockés dépendra du volume de valorisation; la localisation des dépôts est encore à l'étude actuellement; les responsables de VNF précisent que le faible coût du transport fluvial permet d'envisager ces dépôts, si nécessaire, dans des zones équipées, même assez éloignées du chantier de dragage (dans la région Nord-Pas de Calais).

Question: précisions sur les ISDD, où?, mesures prises pour éviter infiltration et pollution des sols?

Réponse: il n'y aura pas de dépôt de déchets dangereux.

Le CE souhaite par ailleurs souligner le très grand intérêt pour les sédiments classés déchets non dangereux de « Sédimentaires », projet de coopération pour l'émergence de filières de gestion et de valorisation à terre des sédiments de dragage portuaires et fluviaux, dont la Charte a été signée le 10/06/09 entre:

-le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer.

- le Conseil Régional.

-la Préfecture du Nord-Pas de Calais .

-l'Ecole des Mines de Douai.

-le Centre de Développement des Eco-Entreprises , dont le siège se situe symboliquement Base du 11/19 à Loos-en-Gohelle.

Est aussi rappelée l'existence du Schéma Régional des Terrains de Dépôt.

Le CE souligne que certains PLU prévoient très logiquement des Emplacements Réservés pour dépôt de produits de dragage.

Le CE souhaite aussi préciser que l'ancien site Métaleurope-Nord, situé au bord du Canal de la Deûle et racheté par le Groupe SITA sera en partie consacré au traitement des déchets.

Le CE souhaite aussi rappeler les Journées Nationales sur les Sédiments de Dragage tenues à Lille-Grand Palais les 5 et 6/06/13; y ont été mises en évidence les filières de valorisations suivantes:

-valorisation interne VNF: par exemple consolidation des berges, chemins de halage.

-valorisation externe: sous-couche routière; fabrication de béton et/ou ciment; remblaiement de carrières, gravières, mines: couverture de friches ou d'installations de stockage de déchets;

fabrication de compost; valorisation agricole.

Le CE souhaite mettre en évidence la technique de dessiccation des boues par filtre-presse par laquelle sont obtenues en quelques minutes des galettes de boue de manutention, stockage et valorisation plus faciles. Ce système de pressage mécanique peut être installé directement sur une barge. Il est certes plus onéreux mais écologiquement idéal et mérite une poursuite de la réflexion et de l'expérimentation.

Le CE découvre avec satisfaction dans la presse régionale ce Lundi 03/02 l'annonce de la signature d'un partenariat industriel entre l'entreprise de gestion et de valorisation des déchets SITA, filiale de Suez environnement, le groupe familial de mobilier urbain et événementiel Doublet, l'Ecole des Mines de Douai, une société d'ingénierie environnementale Neo-Eco Recycling et l'Agence Picks design.

Cet accord, aboutissement d'une démarche initiée en 2012, vise à développer un béton innovant et écologique baptisé C-Urban, à partir de gravats de déconstruction, de sable de fonderie et de sédiments fluviaux. La première application pratique sera un garage à vélos nomade et modulable destiné aux collectivités et nommé « Octave ».

1.5 Etat initial de l'environnement.

E 13 252/59

1.5.1 Milieu physique.

L'UHC du Canal de Saint-Quentin est située sur des plateaux entrecoupés de vallées. Ces plateaux à forte activité agricole mécanisée connaissent une forte érosion des sols se traduisant par un apport important de sédiments dans le canal.

L'ensemble de l'UHC est concerné par la nappe de la craie (formations crayeuses du Crétacé supérieur) qui constitue le principal aquifère régional et fournit 90% des besoins en eau potable.

Le Canal de Saint-Quentin a, pour la section soumise à enquête, une longueur de 29,6km, une largeur, selon le CE de 15 à 20m (le tableau 7 page 42 indique, semble-t-il par erreur 2,8 m), un mouillage garanti 2,6m.

Pour l'ensemble des macro polluants l'état physico-chimique de l'eau du canal est jugée Bonne selon le Système d'Evaluation de la Qualité de l'Eau (SEQ-Eau) mis en place par l'Agence de l'Eau et le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable; pour les nitrates la qualité est Passable; elle est Bonne pour les particules en suspension.

L'intérêt écologique de la végétation des berges est jugé Moyen.

L'état du contexte piscicole de l'UHC n°13 a été défini comme Dégradé. Le Plan Départemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG) souligne que le Brochet est une espèce « repère » de l'UHC qui n'est pas concernée par des zones de frayères de cette espèce.

1.5.2 Zones protégées.

L'UHC n°13 est concernée par:

- un site inscrit (59 SI25): Vallée du Haut-Escaut - Abbaye de Vaucelles.
- 6 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1:
 - n° 95 Bois Couillet et Coteau de Villers-Plouich;
 - n°103 Bois de Bourlon;
 - n°130 Bois du Gard, Bois d'Esnes, et Bosquets à l'Ouest de Walincourt-Salvigny;
 - n°131 Haute vallée de l'Escaut en amont de Crèvecœur-sur-l'Escaut;
 - n°246 Marais de Cambrai et Bois Chenu (zone humide);
 - n°272 prairies et bocage de l'Aérodrome de Niergnies.

(les sites Natura 2000 sont envisagés en 1.9 Incidences Natura 2000)

1.5.3 Milieu Humain.

Sont mis en évidence 5 grands types d'occupation du sol:

- zones artificialisées et industrielles: 10,3%;
- secteurs agricoles cultivés: 82,4%;
- prairies: 3,3%;
- milieux forestiers et semi-naturels: 4%;
- zones humides et surfaces en eau: % négligeable.

Trois usages de l'eau peuvent avoir un impact sur les opérations de dragage d'entretien:

- la navigation commerciale et touristique;
- les prélèvements et les rejets: un seul prélèvement en eau de surface est recensé sur le canal; il est à usage agricole; 4 stations d'épuration se situent à proximité du canal mais une seule rejette directement dans le canal les 3 autres sont reliées à l'Escaut;
- les activités industrielles riveraines du canal: elles se situent pour la majorité autour de Cambrai.

1.5.4 Bilan sédimentaire.

Les sédiments peuvent être:

-endogènes: issus de l'érosion du lit du canal;

-exogènes: apportés au canal par l'érosion des sols des versants, les débris végétaux issus de la ripisylve et les rejets.

Le volume de sédiments à draguer est important; une opération de dragage d'entretien est envisagée immédiatement, le canal n'ayant pas connu de dragage sur son ensemble depuis une trentaine d'années.

La présence de métaux lourds (cadmium, plomb, zinc, cuivre, chrome, nickel, mercure et arsenic) sera diagnostiquée et mesurée.

Les pollutions aux hydrocarbures sont globalement ponctuelles.

La présence de Polychlorobiphényles (PCB) utilisés dans les peintures, revêtements muraux et encres jusqu'en 1987 provient de pertes lors du retraitement, de rejets urbains ou de décharges de matériaux.

Les composés organo-chlorés, organo-phosphatés ou organo-métalliques relevés proviennent des pesticides insecticides, fongicides et herbicides utilisés pour les traitements agricoles, travaux d'entretien des espaces verts et des abords routiers.

Les tableaux 23 page 94 et 24 page 95 présentent une synthèse claire de l'état des lieux de l'UHC n°13 Canal de Saint-Quentin.

1.6 Incidences des opérations de dragage d'entretien sur l'environnement et la santé.

1.6.1 Pollution sonore.

2 activités engendrent des nuisances sonores:

- l'action des pelleteuses mécaniques;
- le transport routier des produits de curage (le transport par voie d'eau beaucoup moins bruyant sera privilégié)

1.6.2 Pollution de l'air.

L'incidence temporaire sur la qualité de l'air est estimée négligeable.

1.6.3 Incidences olfactives.

Les incidences olfactives du dragage des sédiments et de leur transport seront temporaires.

Le PGPOD n'intègre pas la mise en dépôt des produits qui ressort de procédures ultérieure. S'il devait y avoir dépôt, pour une valorisation agricole, les dépôts seraient suffisamment éloignés des habitations.

1.6.4 Pollution visuelle.

La présence d'engins sur les berges sera temporaire.

1.6.5 Incidences sur le milieu aquatique.

Le caractère artificiel du Canal en fait un milieu homogène et peu favorable au développement de la faune et de la flore (abris, frayères, nurseries...). Par ailleurs il convient de rappeler que la zone de dragage se limitera au rectangle de navigation et ne concernera pas les secteurs à proximité des berges.

Peu d'espèces faunistiques seront impactées par le prélèvement des sédiments; l'impact sera temporaire.

Les incidences sur les espèces floristiques peuvent être jugées faibles puisque le dragage se limitera à la partie centrale du canal.

La très faible importance des frayères dans le canal modèrera les incidences à moyen terme sur la reproduction de la faune piscicole.

Aucun captage AEP (Alimentation en Eau Potable) n'est réalisé sur le Canal de Saint-Quentin.

1.7 Mesures de Protection de l'Environnement envisagées par le PGPOD.

1.7.1 Mesures de contrôle.

Le taux d'oxygène et la température de l'eau seront contrôlés quotidiennement au cours des opérations de dragage, 500m en amont et 500m en aval du chantier.

Les éventuelles frayères seront identifiées et balisées.

Les avis émis par le Comité de Pilotage (ONEMA, Fédération de pêche, Police de l'Eau, Agence de l'Eau Nord-Picardie) pour protéger la faune et la flore des berges seront pris en compte.

1.7.2 Mesures visant à réduire l'impact des opérations de dragage.

Si des produits de curage Non Inertes ou Dangereux venaient être transportés, les barges et les bennes des camions seraient étanchéifiées.

Les opérations de dragage seront effectuées en dehors des périodes de frai (Tableau page 39); la période de dragage à privilégier s'étale de Juillet à Janvier.

Pour éviter la dégradation et l'érosion des berges le déplacement des engins sera limité.

1.7.3 Mesures compensatoires.

Le PGPOD est un plan de gestion sur 10 ans; les mesures compensatrices seront, s'il y a lieu, déterminées par le Comité de Pilotage dans l'année précédant l'opération. Les conclusions du Comité seront intégrées à la « Déclaration préalable des opération de dragage» .

Les mesures compensatoires seront proportionnées aux incidences non réductibles sur l'environnement (mesures envisageables: par exemple restauration d'habitats piscicoles, réaménagement écologique des berges).

Le CE tient à souligner la possibilité d'appréhender pages 138 à 140 le très important thème projet/environnement de manière particulièrement claire dans le tableau 41: Synthèse des incidences et des mesures.

Il semble évident pour le CE, que dans l'intérêt de VNF et dans l'intérêt général les mesures évoquées en 1.7.2 et 1.7.3 se conçoivent dans un ordre rigoureusement précis:

- 1° éviter;
- 2° réduire;
- 3° compenser.

1.8 Compatibilité avec le SDAGE (et le SAGE).

L' actuel SDAGE Artois-Picardie , adopté le 18/10/09 couvre la période 2010-2015. Le SDAGE insiste sur la protection des milieux aquatiques , préconise de lutter efficacement contre la pollution anthropique, y compris par une réduction de la pollution historique, et de combattre l'eutrophisation. Le projet présenté doit permettre d'assurer un bon écoulement des eaux,et d'améliorer la qualité de l'eau du canal en éliminant les sédiments pollués.

Le CE estime le projet compatible avec le SDAGE Nord-Picardie.

Le SAGE de l'Escaut est en cours d'élaboration; le dossier ne comprend aucun élément sur ce SAGE.

1.9 Incidences sur les sites Natura 2000.

Les Sites Natura 2000 ou Sites d'Intérêts Communautaires constituent des zones à fortes contraintes réglementaires (Article R 14-19 du Code de l'Environnement).

Les sites Natura 2000 les plus proches sont les suivants (carte page 15 de l'Annexe 7):

-ZPS « Vallées de la Scarpe et de l' Escaut » (FR 311 2005);

-SIC « Forêt de Raismes/Saint-Amand/Wallers/Marchiennes et Plaine Alluviale de la Scarpe » (FR 3100 507); ces 2 sites se situent à environ 25km au Nord de Cambrai.

-ZPS « Marais de l'Isle » (FR 22100 26) à proximité de Saint-Quentin , soit à environ 20km au Sud de l'UHC n° 13.

Le CE estime que l'on peut donc considérer que les opérations de dragage de l'UHC n°13 n'impacteront aucune espèce, aucun habitat concernés par les Directives Européennes « Oiseaux » de 1979 et « Habitats Faune Flore » de 1992, qui constituent les bases du Réseau Natura 2000.

Ch. 2 Organisation et Déroulement de l'Enquête Publique.

2.1 Organisation de l'Enquête.

M le Directeur Régional de Voies Navigables de France (VNF) a déposé auprès de M le Préfet du Nord une demande d'autorisation de mettre en place le Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien (PGPOD) de l'Unité Hydrographique Cohérente (UHC) n° 13 Canal de Saint-Quentin. Cette demande a été enregistrée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) en date du 30/05/12 (Service Eau Environnement, Cellule Police de l'Eau).

M le Préfet du Nord a demandé à M le Président du Tribunal Administratif de Lille, demande enregistrée le 04/10/13 de désigner un Commissaire Enquêteur (CE) pour conduire l'enquête publique afférente à cette demande d'autorisation.

J'ai été désigné CE par ordonnance de M le Président du TA en date du 07/10/13; conformément au décret n° 20111-2018, portant réforme de l'enquête publique, un CE suppléant a été désigné: M Jean-Louis COUVOYON.

J'ai pris contact avec la Cellule de l'Eau de la DDTM où M Johnny DELPIERRE est responsable du suivi du dossier.

Nous avons ensemble convenu des modalités de l'enquête:

- l'enquête a été organisée du 06/12/13 au 08/01/14 inclus soit pendant 34 jours consécutifs.

- le siège de l'enquête a été fixé en Mairie de Les Rues-des-Vignes.

- pendant la durée de l'enquête le dossier présentant le projet et un registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public , aux jours et heures habituels d'ouverture, dans les bureaux des 11 communes concernées, à savoir:

- 3 communes de la Communauté de Communes de la Vacquerie: Banteux, Bantouzelle, Masnières.

- 8 communes de la Communauté de Communes de Cambrai: Cambrai, Cantaing-sur-Escaut, Crévecœur-sur-l'Escaut , Fontaine-Hotre-Dame, Honnecourt-sur-Escaut, Les Rues-des-Vignes, Marcoing, Proville.

Ces 11 communes appartiennent à la Subdivision VNF de Cambrai.

2.2 Publicité de l'Enquête.

L'enquête a été portée à la connaissance du public par différents moyens:

-Affichage sur les panneaux habituels des 11 communes concernées. Cet affichage a été vérifié par le CE; pour tenir compte des horaires très variables et parfois limités d'ouverture des Mairies cette vérification s'est faite sur 2 demi-journées: le Lundi 25/11 matin et le Mardi 26/11 après-midi.

Le CE a profité de cette vérification pour prendre contact avec les Maires, DGS, Secrétaires de Mairie des différentes communes, signer et parapher le dossier et le registre d'enquête envoyés par la DDTM, finaliser les permanences, envisager la possibilité d'avis du Conseil Municipal et prévoir le retour des registres à la clôture de l'enquête.

L'affichage a par ailleurs été certifié auprès de la DDTM par Mmes et MM les Maires.

-Dans certaines communes l'enquête a été annoncée sur le site Internet communal.

-Un avis d'enquête a été publié, à la diligence de la DDTM dans « la Voix du Nord des 15/11 et 10/12, dans « l'Observateur du Cambrésis les 14/11 et 12/12, soit au moins 15 jours avant le début de l'enquête et dans les premiers jours de celle-ci comme le stipule la réglementation.

Il ne m'a pas été possible d'obtenir des organes de presse les exemplaires des journaux où ont parus les avis d'enquête. Je n'ai pu obtenir, par l'intermédiaire de VNF que les « visuels » me permettant d'attester la conformité de la publicité dans la presse. Le donneur d'ordre (dans le cas présent la DDTM est seul destinataire des exemplaires « papier ». Les exemplaires des journaux seront joints au dossier par la DDTM.

-40 avis d'enquête, de couleur et format conformes aux stipulations de l'arrêté du 24/04/12 ont été mis en place par VNF sur les 29km du Canal de Saint-Quentin, généralement aux entrées des ponts.

M Jérémie SOMON de VNF a fait parvenir au CE une cartographie de cet affichage; le CE qui a vérifié cet affichage le 25/11 matin et 26/11 après-midi et lors de ses déplacements ultérieurs a constaté la lisibilité des panneaux et apprécié leur nombre.

-Un avis d'enquête a été publié sur le site officiel de la Préfecture du Nord: www.nordpref.gouv.fr.

-VNF a envoyé dans les 11 Mairies concernées 20 plaquettes d'information: «Un plan sur 10 ans, pour assurer l'avenir de la voie d'eau sur notre territoire ».

Le CE considère la publicité faite à cette enquête conforme à la réglementation et estime que la population a été normalement informée du projet.

2.3 Observations du Public.

Le public intéressé a pu exprimer ses avis et observations sur le projet de différentes manières:

-Directement auprès du CE lors de ses 4 permanences:

- Vendredi 06/12/13 de 9h à 12h, Hôtel de Ville de Cambrai, permanence d'ouverture d'enquête;
- Vendredi 20/12/13 de 8h à 10h, Mairie de Bantouzelle;
- Vendredi 03/01/14 de 9h à 12h, Mairie de Marcoing
- Mercredi 08/01/14 de 14h à 17h, Mairie des Rues-des-Vignes, permanence de clôture d'enquête.

Les avis et observations reçus lors de ces permanences ont été portés par écrit sur le registre communal.

-En inscrivant ces avis et observations sur le registre communal en dehors des permanences du CE.

Les registres communaux ont été transmis au CE à la clôture de l'enquête.

-Par écrit à l'attention du CE, en Mairie des Rues-des-Vignes siège de l'enquête

-Par courriel sur le site préfectoral dédié.

Le CE estime que les possibilités d'expression du public ont été conformes à la réglementation et satisfaisantes.

2.4 Déroulement de l'enquête.

Le dossier étant complet et le public ayant été informé du projet de VNF concernant le Canal de Saint-Quentin, il n'est pas apparu nécessaire au CE d'organiser une réunion publique ni de demander la prolongation l'enquête.

L'enquête s'est déroulée sans incident.

A l'issue de l'enquête, après avoir reçu les registres d'enquête et analysé et classé les avis et observations formulés, le CE a adressé au pétitionnaire un Procès-verbal des observations recueillies et reçu de celui-ci en retour un Mémoire en Réponse.

Le Procès-verbal et le Mémoire en Réponse sont insérés au présent rapport, entre leCh. 3 et les Conclusions et Avis du CE.

Ch. 3 Analyse des avis et observations recueillies.

3.1 Avis des Conseils Municipaux.

L'article 6 de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête précise que le Conseil Municipal de chacune des 11 communes concernées est appelé à donner son avis sur le projet, et ce dès l'ouverture de l'enquête. Le CE a profité de sa visite dans les communes les 25 et 26/11 pour susciter cet avis, si une réunion était organisée dans les délais prévus et le projet de VNF inscrit à l'ordre du jour. Le CE a reçu les avis des Conseils Municipaux suivants:

-Marcoing, séance du CM du 10/12/13; M Didier DURIEUX, Maire de la commune informe le Conseil Municipal de la présente enquête publique, demande d'être vigilant sur l'élimination et le stockage des boues et sur la présence ou l'absence de substances nocives et précise qu'au PLU de Marcoing un Emplacement Réservé, ER 6 a été inscrit pour l'épandage des boues de dragage du Canal de Saint-Quentin, 2 Ha6 partie sud (47 %) de la parcelle C1 Zone N.
Le CE transmet ces questions à VNF et annexe au registre communal l'extrait du registre des délibérations du CM de Marcoing du 10/12/13.

-Cantaing-sur-Escout, séance du CM du 16/12/13, le Conseil estime que le dossier est une suite de généralités, regrette le manque de précisions concernant le dépôt des boues de dragage (nature, emplacement, volume), souhaite que cette délibération soit transmise au CE et jointe au registre d'enquête.
Le CE prend acte de cet avis qu'il transmet à VNF et annexe cette délibération au registre communal.

Les photocopies des extraits des délibérations de ces 2 CM sont insérées au rapport après cette page.

Pour les autres communes l'absence d'avis est réputée avis favorable.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE MARCOING
DU MARDI 10 DECEMBRE 2013**

L'an deux mille treize le mardi dix décembre à 19 heures, s'est réuni le Conseil Municipal pour une réunion ordinaire en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier DRIEUX, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice :	19
Nombre de Conseillers présents :	14
Nombre de Conseillers votants :	17
Date de la convocation :	03 décembre 2013

Etaient présents : MM DRIEUX Didier, GUINET Jean-Claude, MALDERET Pierre, MAGNAN Olivier, GAILLARD Marie-Pierre, GAROT Fabienne, PETIOT Yannick, KLEKOCINSKI André, ROUILLARD Michel, SENT Virginie, PELTIER Jeanne, MOREL Jean-Luc, VINCENT Barbara.

Absents excusés :

- CARDON Dominique
- HIELLE Laurent
- CATIAUX Valentin donne procuration à ROUILLARD Michel
- PICHON Valérie donne procuration à PETIOT Yannick
- BIENFAIT Bruno donne procuration à KLEKOCINSKI André
- LAUDE Christian donne procuration à MOREL Jean-Luc

Secrétaire de séance : GAILLARD Marie Pierre

**2013 - 36 : ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AUX OPERATIONS DE DRAGAGE
D'ENTRETIEN DU CANAL DE SAINT QUENTIN**

Monsieur DRIEUX informe le Conseil Municipal qu'une enquête publique est en cours pour les travaux relatifs au plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage d'entretien sur le canal de Saint Quentin.

Monsieur DRIEUX informe que le dossier relatif à cette enquête est disponible à l'accueil, que toute remarque peut être apposée sur le registre prévu à cet effet, il précise que le commissaire enquêteur ne prendra en considération que les remarques nominatives.

Monsieur DRIEUX demande d'être vigilant en ce qui concerne :

- l'élimination des boues comment seront-elles stockées et où ?
- des analyses ont-elles été effectuées avant le début de ces travaux et démontrent-elles l'absence ou la présence de substances nocives ?

Monsieur le Maire rappelle qu'un emplacement a été réservé par VNF lors de la mise en place du PLU pour la création d'un site de dépôt des boues de curage du canal de St Quentin (superficie de 2 h 6 a)

Pour copie conforme,
Fait les jour, mois et an susdits

Le Maire,

Didier DRIEUX

transmis en Sous-Préfecture de Cambrai
le 13 décembre 2013

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CANTAING-SUR-ESCAUT

Nombre de membres

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 10

Qui ont pris part à la délibération : 09

Date de la convocation

10 décembre 2013

Date d'affichage

10 décembre 2013

Séance du Lundi 16 décembre 2013

L'an Deux Mil Treize

Le seize décembre

à 19 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, Régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude DESCHAMPS.

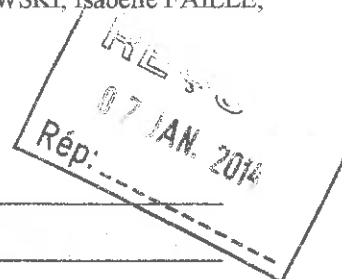
Présents : MM. J.C. DESCHAMPS, S. MADRAGORE, J. DRANCOURT, L. LESNIAK, E. PARENT, A. ARNAL, S. PADOWSKI, Isabelle FAILLE, M. DHERBECOURT

Absent excusé :

Absent non excusé : Philippe KUNTZ.

Secrétaire de séance : Sandrine PADOWSKI.

Vu le 14/04/13
le CE *[Signature]*



ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique est en cours concernant le Plan de Gestion des Opérations de Dragage d'entretien de l'Unité Hydrographique Cohérente n°13 – Canal de Saint-Quentin.

Le dossier de demande d'autorisation établi par Artelia pour le compte de VNF est une suite de généralités et ne propose aucune prescription précise.

Le conseil municipal regrette en particulier le manque de précision concernant les dépôts des boues de dragage, précision sur la nature de celles-ci, sur l'emplacement des dépôts et sur les volumes de ceux-ci. Le document ne précise pas les opérations qui seront effectuées après la réalisation de ces dépôts (plantations, etc.)

Le conseil municipal souhaite que cette délibération soit transmise au commissaire enquêteur et jointe au registre d'enquête publique déposé en mairie.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Jean-Claude DESCHAMPS

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous - Préfecture

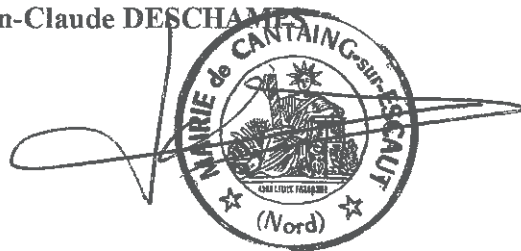
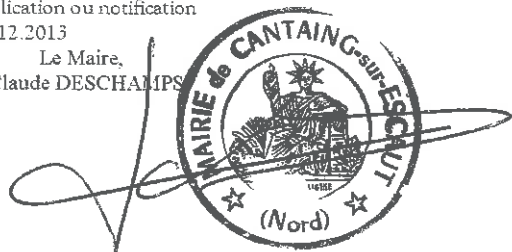
Le 20.12.2013

Et publication ou notification

Le 20.12.2013

Le Maire,

Jean-Claude DESCHAMPS



3.2 Avis et Observations du Public recueillis lors des 4 permanences.

Ces avis et observations sont repris ici dans l'ordre des permanences et pour chaque permanence dans celui de leur formulation.

Permanence Hôtel de Ville de Cambrai le Vendredi 06/12/13 de 9h à 12h.

1° M Jean-Philippe PLUVINAGE, 14 Rue de Niergnies à Cambrai, Agriculteur, souhaite connaître précisément les terrains de dépôt et les coordonnées cadastrales des terrains pressentis, entre Crèvecœur-sur -l'Escaut et Masnières. Son exploitation ayant été amputée à 3 reprises (Rocade, ESAT, Aéroport de Niergnies), il attend de VNF, si certaines parcelles qu'il exploite étaient concernées, la négociation d'un échange avec la SAFER et d'être averti le plus rapidement possible. Le CE prend acte de ces remarques qu'il transmettra à VNF dans son procès-verbal.

2° M Emile DOUAY, 181 Rue de Cambrai à Banteux souhaite connaître précisément les terrains de dépôt et les coordonnées cadastrales des terrains pressentis entre Banteux et Les Rues-des-Vignes. Le CE prend acte de cette demande qu'il transmettra à VNF dans son procès-verbal.

3° M Jacques TENEUILLE, 16 Place Marcelin Berthelot à Cambrai, Batelier, regrette que la Chambre Nationale de la Batellerie artisanale n'ait pas été avertie de cette enquête publique. Le CE transmettra cette remarque à VNF et considère que les remarques des bateliers apportent un éclairage intéressant à cette enquête.

Permanence Mairie de Bantouzelle le Vendredi 20/12/13 de 8h à 10h.

Mme RUBIN, 24 Grand Rue, Cantaing-sur-Escaut: pour information.

Permanence Mairie de Marcoing le Vendredi 03/01/14 de 9h à 12h.

1° M Gilbert-Patrice DOUCEDAME de Fontaine-Notre-Dame se demande si les travaux envisagés ne pourraient pas être l'occasion d'aménager les berges du canal pour une utilisation moins conflictuelle et moins accidentogène entre promeneurs avec chiens,, pêcheurs, joggers et Vététistes. Le CE prend acte de cette remarque .

2° Mme Marguerite RUBIN, 24 Grande Rue à Cantaing-sur-Escaut remet au CE une lettre et la photocopie d'une photo aérienne annexées vau registre page 4; Mme RUBIN demande que les boues extraites du canal ne soient pas entreposées sur les parcelles B 674, 675, 676, 677, 729, 1041, lieu-dit « les Prairies » au territoire de Cantaing-sur-Escaut, parcelles en zone humide ,avec un étang et partiellement boisées.

Le CE prend acte de cette demande qu'il transmet à VNF.

Par recoupement le CE indique que le règlement du PLU de Cantaing-sur-Escaut dans son article 3 consacré aux différentes zones précise à propos de la zone N qu'elle« comprend un secteur Na destiné à recevoir les boues de curage du Canal de Saint-Quentin; il semble que le lieu-dit « les Prairies » soit situé dans ce secteur Na. Le CE ajoute que l'objet de la présente enquête n'est pas la révision du PLU. Le CE considère que la topographie et la toponymie laissent présager que ce secteur pourrait être une zone à dominante humide et que si un dépôt de boues devait y être installé il conviendrait de tenir compte du Ch 1^{er}, Titre 1^{er}, Livre II du Code de l'Environnement (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) qui souligne l'intérêt écologique des zones humides et leur nécessaire conservation. Le CE a consulté l'Agence de l'Eau Artois-Picardie; il n'a pu lui être précisé si les parcelles concernées étaient au SDAGE considérées comme appartenant à une «zone à dominante humide» . Il ajoute que la détermination des limites d'une zone humide nécessite une enquête bibliographique, faunistique et floristique.

3° M Christian LEFEBVRE, Agriculteur 10 Rue de Villers-Plouich à Ribecourt-la-Tour

M Roger LEFEBVRE, Agriculteur 15 Rue Pasteur à Marcoing s'opposent aux éventuels dépôts de boues sur les parcelles qu'ils exploitent, regrettent de ne pas avoir été informés des suites des études initialisées en 2000 et demandent à M le Préfet la suppression des dépôts pressentis 5c et 6a. La lettre remise au CE est annexée au registre communal page 5.

Le CE prend acte de cette opposition et transmet ces observations à VNF.

Le CE tient toutefois à préciser que le PLU de Marcoing mentionne un Emplacement Réservé au profit de VNF pour l'installation d'un dépôt de boues de curage du Canal de Saint-Quentin, ER6 au lieu-dit « la Ferme Dufлот pour 47% de la parcelle C1; il ajoute que l'objet de la présente enquête n'est pas la révision du PLU communal.

Permanence Mairie des Rues-des-Vignes le Mercredi 08/01/14 de 14h à 17h (permanence de clôture de l'enquête).

M Jean-Claude MAULLOT, 1149 Rue Haute, les Rues-des-Vignes, Chef d'équipe PCS retraité indique que pour un entretien plus efficace du Canal il conviendrait que VNF fasse passer régulièrement une péniche gabarit Freycinet dans le peit Sas, Sas non automatisé où l'absence de passage provoque un envasement préjudiciable.

Le CE prend acte de cette remarque qu'il transmet à VNF.

3.3 Observations portées sur les registres communaux en dehors des permanences du CE.

Le 23/12/13, M Jean-Claude DESCHAMPS, Maire de Cantaing-sur-Escaut, pages 2 et 3 du registre communal, regrette le caractère trop général du dossier et le manque de précisions concernant les dépôts.

Le CE prend acte de ces remarques qu'il intégrera à son rapport et transmet à VNF.

Les autres registres communaux ne contiennent aucune remarque inscrite en dehors des permanences du CE.

3.4 Observations reçues par courrier et annexées au registre des Rues-des-Vignes, siège de l'enquête.

Le CE n'a reçu aucune remarque par courrier.

3.5 Observations inscrites sur le site Internet préfectoral dédié.

Aucune remarque n'a été transmise au CE par courriel.

Yves CORDIER
Commissaire Enquêteur

E 13 252/59

à Monsieur le Directeur Régional de Voies Navigables de France.

Enquête publique relative à l'élaboration du PGPOD et de la demande d'autorisation associée,
UHC n°13, Canal de Saint-Quentin.

Procès-verbal des Observations recueillies.

Monsieur le Directeur Régional,

À l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 06/12/13 au 08/01/14, je vous adresse comme le prévoit la réglementation le Procès-verbal des observations recueillies au cours de mes 4 permanences à Cambrai, Bantouzelle, Marcoing et les Rues-des-Vignes ou relevées sur les registres d'enquête des 11 communes concernées par le projet ou reçues par courrier ou par courriel.

Ce Procès-verbal s'organisera en 6 directions:

1° Je n'ai reçu du public aucune remarque d'opposition au dragage du Canal de Saint-Quentin, dragage considéré comme nécessaire depuis de nombreuses années .

2° M SOMON a, lors de notre entretien du 05/12/13 dans les locaux VNF Port Fluvial de Lille, et au cours de nos entretiens téléphoniques répondu avec aménité à la plupart des questions que je me posais à l'analyse du dossier.

3° Un batelier regrette que la Chambre Nationale de la Batellerie Artisanale n'ait pas été prévenue de cette enquête.

4° Comment éviter l'envasement du petit Sas non automatisé et donc non utilisé? VNF pourrait y faire passer une péniche au gabarit Freycinet et chargée?

5° les travaux ne pourraient-ils pas être l'occasion d'aménager la rive opposée au chemin de halage de façon à en faciliter l'utilisation par les promeneurs et joggers?

6° Devenir des sédiments -Terrains de dépôt.

J'ai regretté l'absence de précisions dans le dossier sur les terrains de dépôt, tout en comprenant bien qu'ils feront l'objet de dossiers ultérieurs de demande d'autorisation , au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques.

La synthèse des observations émises par 5 agriculteurs et leur opposition au dépôt de boues sur les parcelles qu'ils possèdent/cultivent et les interrogations exprimées par certains élus (photocopies ci-jointes) s'organisent autour des 2 questions suivantes:

-les analyses effectuées avant travaux montrent -elles la non dangerosité des boues à extraire?

-quels sont exactement les 5 terrains de dépôt pressentis (tableau 32 page 108 et figure 44 page 109, Localisation des terrains actuels et pressentis, carte peu utilisable):

-B2 terrain actuel (disponible pour 20 000m3)

-5a terrain pressenti (pour 39 754m3)

-5c terrain pressenti (pour 35 170m3)

-6a terrain pressenti (pour 46 231m3)

-7b terrain pressenti (pour 101 950m3) (=volume prévu pour les travaux de dragage des années 2014 et 2015)

-Quelles sont pour ces 5 terrains les références cadastrales précises des parcelles concernées?

-Ces terrains correspondent-ils à des Emplacements Réservés, au profit de VNF , au PLU communal?

Nb1: il est évident que, comme dans d'autres enquêtes, certains interlocuteurs posent au CE une question dont ils oublient de dire qu'ils connaissent la réponse. Le recoupement de mes recherches et de l'analyse du dossier d'enquête apporte une réponse partielle, par exemple Marquion ER6 et remarques au registre communal, Cantaing-sur-Escaut zone Na du PLU et remarque au registre communal; Fontaine-Notre-Dame ER 11 pour création d'un dépôt, pour une superficie de 21 000m2, sur des parcelles dont M le Maire signale qu'elles sont propriété du Ministère des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer; sur le territoire communal de Honnecourt-sur-Escaut existent 2 terrains de dépôt, l'un vers Banteux, l'autre vers Vendhuile; dans d'autres cas il semblerait que les contacts n'aient pas été finalisés.

Nb2 le CE souligne qu'il semble évident que pour des raisons d'intérêt particulier (VNF) comme pour des raisons d'intérêt général (moindre impact environnemental) la valorisation des sédiments sera privilégiée, en fonction de la demande au moment des travaux et que VNF poursuivra sa participation aux recherches et expérimentations concernant le traitement optimal et la meilleure valorisation possible des boues de dragage.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, dans votre Mémoire en Réponse m'apporter le maximum possible de précisions concernant les terrains de dépôt.

Ce Procès-verbal et votre Mémoire en Réponse seront, comme le prévoit la réglementation joints à mon rapports entre le Ch 3 et les Conclusions et Avis du CE.

Dans l'attente de vous lire, (une réponse sous huitaine me permettrait comme je l'ai prévu de remettre mon rapport à la DDTM le 30/01) je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Régional, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Fait à Coutiches le 14/01/14.
Le Commissaire Enquêteur.
Yves CORDIER

Pièces jointes (photocopies):

- page 3 du registre de Cambrai, observations de MM Philippe PLUVINAGE, Emile DOUAY, Jacques TENEUILLE;
- lettre de MM Christian et Roger LEFEBVRE;
- lettre de Mme Marguerite RUBIN et photo aérienne;
- extrait de la délibération du CM de Marcoing le 10/12/13;
- extrait de la délibération du CM de Cantaing-sur-Escaut.

Courrier remis à M SOMON , VNF, Port Fluvial de Lille le 16/01/14.



**Direction
territoriale
Nord-Pas-de-Calais**

**Service Maîtrise
d'Ouvrage**

Cellule Dragages

Lille, le 29/01/2014

**Monsieur Yves CORDIER
Commissaire Enquêteur**

109 Rue des Farts
59 310 COUTICHE

**Objet : Dossier de demande d'autorisation au titre des articles L. 214-1 et suivant du code de l'Environnement
PGPOD – Unité Hydrographique Cohérente n°13 « Canal de Saint Quentin »
Référence : SMO/Dragages/JS/2014/347
Affaire suivie par : Jérémie Somon (jeremie.somon@vnf.fr)**

P.J: Note complémentaire

Monsieur CORDIER

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les réponses aux questions soulevées lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 06/12/2013 au 08/01/2014 inclus relative au projet de Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragages d'Entretien (PGPOD) de l'Unité Hydrographique Cohérente (UHC) « Canal de Saint Quentin ».

Mon service se tient à votre entière disposition pour tout complément d'information

Vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

La chef du Service Maîtrise d'Ouvrage

Catherine JACQUART



Ensemble des activités, produits et services liés à la gestion et l'aménagement des terrains de dépôt de sédiments de curage de VNF-DT Nord-Pas-de-Calais

37, Rue du Plat - BP 725 - 59034 Lille Cedex
T. +33 (0)3 20 15 49 70 F. +33 (0)3 20 15 49 71 www.nordpasdecalais.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,
article L 4311-1 du code des transports TVA Intracommunautaire FR 89 130 017 791
SIRET 130 017 791 00028, Compte bancaire : DRFIP Nord Pas-de-Calais et du Nord
n° 10071 59000 00001004018 62. IBAN FR76 1007 1590 0000 0010 0401 662. BIC n°TRPUFRP1



Artelia Eau & Environnement
Unité Risque, Société, Environnement
 300 rue de Lille
 59 520 MARQUETTE LEZ LILLE
 Tel. : +33 (0)3 20 33 57 75
 Fax : +33 (0)3 20 33 57 87

ÉLABORATION D'UN PLAN DE GESTION PLURIANNUEL DES OPÉRATIONS DE DRAGAGE D'ENTRETIEN (PGPOD) ET DU DOSSIER D'AUTORISATION ASSOCIÉ UHC N°13 CANAL DE SAINT-QUENTIN

**Dossier de demande d'autorisation au titre des articles L. 214-1 et suivants
 du Code de l'Environnement**

NATURE DU DOCUMENT	Note complémentaire : Réponse aux observations recueillies au cours de l'Enquête publique
RÉFÉRENCE DU DOSSIER	851 0217
DATE	février 2014

SOMMAIRE

1 RAPPEL DU CONTEXTE	1
2 OBSERVATIONS RECUEILLIES	1
2.1 Envasement du petit Sas non automatisé	1
2.2 Aménagement de la rive opposée au chemin de halage	1
2.3 Devenirs des sédiments – Terrains de dépôt et valorisation	1



1 RAPPEL DU CONTEXTE

Cette note complémentaire fait suite aux remarques émises lors de l'enquête publique relative à l'élaboration du PGPOD et de la demande d'autorisation associée concernant l'UHC 13 Canal de Saint-Quentin.

Pour rappel, cette demande d'autorisation concerne uniquement les **opérations de dragage** sur le Canal de Saint-Quentin. Le devenir des sédiments et leur éventuelle valorisation fera l'objet de dossiers et d'enquêtes spécifiques.

2 OBSERVATIONS RECUEILLIES

2.1 Envasement du petit Sas non automatisé

- *Comment éviter l'envasement du petit Sas non automatisé et donc non utilisé ? VNF pourrait y faire passer régulièrement une péniche de type Freycinet chargée afin d'entretenir les petits Sas*

VNF ne s'interdit pas l'utilisation des petits sas. La priorité est donnée aux sas automatisés. Les dragages des sas sont intégrés au présent projet de Plan de Gestion Pluriannuels des Opérations de Dragage d'entretien. Par conséquent, les curages des petits sas seront réalisés selon les besoins.

2.2 Aménagement de la rive opposée au chemin de halage

- *Les travaux ne pourraient-ils pas être l'occasion d'aménager la rive opposée au chemin de halage de façon à faciliter l'utilisation par les promeneurs et joggers ?*

Les travaux d'aménagement sur les chemins de halages ne font pas partie du linéaire pris en compte dans le PGPOD relatif à l'UHC « Canal de Saint-Quentin ». Ils font l'objet de démarches spécifiques.

2.3 Devenirs des sédiments – Terrains de dépôt et valorisation

- *Les analyses effectuées avant travaux montrent-elles la dangerosité des boues à extraire ?*

Seize analyses sur lixiviat ont été réalisées en 2011 sur le canal de Saint-Quentin :

- 14 analyses montrent des sédiments inertes,
- 2 analyses mettent en évidence des sédiments non dangereux non inertes (NDNI).

Ces analyses concluent donc sur la non dangerosité des sédiments.

Il est à noter également que près de 95 % des analyses postérieures à 2006 ne présentent pas de dépassement de seuils S1, seuils repris dans l'arrêté du 30 mai 2008. Ce non dépassement des seuils est également une condition pour l'autorisation de l'épandage de produits de curage.

Des analyses des produits de curage seront également réalisées avant chaque opération de dragage prévues dans le cadre du PGPOD. Par ailleurs, chaque opération fera l'objet d'une déclaration préalable qui sera présentée à un comité de pilotage regroupant l'ONEMA, la cellule Police de l'Eau de la DDTM, les Fédérations de pêche et Voies Navigables de France.



Cette déclaration comprendra les caractéristiques de chaque opération (les dates, la localisation, la technique de dragage, l'estimation du volume à draguer, la qualité des sédiments, le(s) moyen(s) de transport et le(s) devenir(s) des produits de curage), ainsi que les mesures réductrices et compensatoires associées, définies en concertation avec un comité de pilotage associant les organismes compétents (ONEMA, Service Police de l'Eau de la DDTM, Fédérations de pêche, Voies Navigables de France). Chaque déclaration annuelle sera validée par la cellule Police de l'Eau de la DDTM. Les techniques de dragage et les modes de gestion des sédiments seront par conséquent étudiés.

- *Quels sont exactement les 5 terrains de dépôt préconisés ?*
- *Quelles sont pour ces 5 terrains de dépôt les références cadastrales précises des parcelles concernées ?*
- *Ces terrains correspondent-ils à des Emplacements réservés, au profit de VNF, au PLU communal ?*

Préalablement, il est important de préciser que les terrains de dépôt et d'une manière plus large le devenir des produits de curage ne font pas l'objet de cette demande d'autorisation. Selon la nature granulométrique et physico-chimique des sédiments et selon les modalités de gestion choisies, le devenir des sédiments fera l'objet de démarches spécifiques. Il est systématiquement recherché avant chaque opération de dragage une ou plusieurs filière(s) de valorisation.

Concernant les sites de stockages pressentis, nécessaires notamment à la déshydratation des sédiments avant valorisation, les terrains de dépôt identifiés dans le cadre du PGPOD sont présentés et repris dans le dossier soumis à enquête publique. Ils feront l'objet de démarche spécifiques le cas échéant.

Analyse du Mémoire en Réponse.

Afin de pouvoir en faire l'analyse et intégrer les éléments à son rapport, et ce dans les délais réglementaires, le CE a reçu par courriel de M Jérémie SOMON, (qu'il en soit remercié) le 03/02 le Mémoire en Réponse au Procès-verbal remis à VNF le 16/01. L'exemplaire papier qui constitue les pages précédentes de ce rapport (pages 27 à 30) a été envoyé par voie postale le 29/01. Suite à un dysfonctionnement inexpliqué, le CE n'a pas trouvé au courrier du 05/02 les documents attendus; lors d'un entretien téléphonique avec M Jérémie SOMON, un palliatif a été trouvé permettant de rester dans les délais réglementaires: M Jérémie SOMON a apporté au CE, le 05/02 dans l'après-midi (qu'il en soit à nouveau remercié) un nouvel exemplaire papier du Mémoire en Réponse, daté du 29/01 comme celui qui avait été confié aux services postaux, exemplaire signé par Mme Catherine JACQUART, chef du Service Maîtrise d'Ouvrage. C'est ce document qui constitue les pages précédentes de ce rapport.

De ce « Mémoire complémentaire: Réponse aux observations recueillies au cours de l'Enquête publique » le CE souhaite faire l'analyse dans les paragraphes qui suivent; cette analyse constituera, avec les réponses obtenues lors des entretiens avec le Maître d'Ouvrage et avec l'étude exhaustive du dossier, les bases de ses conclusions et avis.

1° Questions diverses.

1.1 Envasement du petit Sas, non automatisé (et donc non utilisé): les petits Sas ne font pas partie du linéaire pris en compte dans le PGPOD de l'UHC n°13.

1.2 Aménagement d'un chemin sur la rive opposée au chemin de halage: les travaux d'aménagement de chemins ne sont pas inclus dans le PGPOD.

2° Toxicité ou non des boues de curage.

2.1 Seize analyses ont été effectuées depuis 2011 sur les boues du Canal dde Saint-Quentin; 14 mettent en évidence des sédiments inertes, 2 des sédiments non dangereux non inertes (NDNI) On peut donc s'attendre, en toute logique, à ce que les analyses effectuées sur les boues extraites révèlent leur non dangerosité.

2.2 Le non dépassement des seuils S1 de l'arrêté du 30/05/08 rend l'épandage des produits de curage possible.

2.3 Un Comité de Pilotage (ONEMA, Cellule Police de l'Eau de la DDTM, Fédérations de Pêche, VNF) précisera les conditions de chaque opération et les éventuelles mesures réductrices ou compensatrices.

3° Devenir des sédiments; c'est la problématique fondamentale.

3.1 Le CE retient bien, comme il l'a fait à plusieurs reprises dans son analyse du dossier, que la demande objet de la présente enquête ne concerne que les opérations de dragage, le devenir des sédiments et leur éventuelle valorisation devront faire l'objet de dossiers et enquêtes spécifiques au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques; le CE a la certitude que la Cellule de la Police de l'Eau de la DDTM organisera et suivra ces procédures avec toute l'attention qu'elles nécessitent.

3.2 IL EST EVIDENT QUE DANS L'INTÉRÊT DE VNF ET POUR UN MOINDRE IMPACT ENVIRONNEMENTAL, LES FILIÈRES DE VALORISATION SERONT SYSTÉMATIQUEMENT RECHERCHÉES.

3.3 SITES DE STOCKAGE PRESENTIS NÉCESSAIRES NOTAMMENT À LA DÉSHYDRATATION DES BOUESAVANT VALORISATION: LE MÉMOIRE EN RÉPONSE INDIQUE QUE « LES TERRAINS SIGNALÉS DANS LE CADRE DU PGPOD SONT PRESENTIS ET REPRIS DANS LE CADRE DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE » ET QU'ILS FERONT « L'OBJET DE DEMANDES SPÉCIFIQUES, LE CAS ÉCHÉANT ».

LE CE A SOULIGNÉ QUE SON ANALYSE DU DOSSIER EST TOUTE AUTRE, ET QU'IL REGRETTE L'INSUFFISANCE DE PRÉCISIONS CONCERNANT CES TERRAINS.

**Enquête publique relative à la demande d'autorisation préfectorale de mettre en place
le Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien (PGPOD)
de l'Unité Hydrographique Centralisée (UHC) n° 13-Canal de Saint-Quentin.**

Conclusions et Avis du Commissaire Enquêteur.

A l'issue de l'enquête qui s'est déroulée du 06/12/13 au 08/01/14, sans incident, le CE souhaite orienter ses conclusions et avis dans 7 directions:

1° remarquant la conformité de l'enquête à la législation et à la réglementation en vigueur, (durée, publicité, affichage...) et ayant apprécié particulièrement la pose par VNF d'une quarantaine de panneaux de taille et couleur réglementaires sur les 29km de la section du Canal objet de l'enquête:

2° soulignant que le public, correctement averti, a pu faire état de ses observations et remarques sur les 11 registres tenus à sa disposition en mairies, et auprès du CE lors de ses 4 permanences à Cambrai, Bantouzelle, Marcoing et les Rues-des-Vignes ou par tout autre moyen à sa convenance;

3° regrettant le caractère trop général du dossier qui n'est certes pas un dossier concernant le devenir des boues de curage, ni un dossier de révision du PLU;

4° constatant que VNF a partiellement répondu, lors d'entretiens et dans le Mémoire en Réponse, aux questions qu'il se posait et aux demandes de certains riverains;

5° regrettant toutefois l'impossibilité mise en avant par VNF de donner les précisions cadastrales des éventuels terrains de dépôt, la question étant en partie liée aux possibilités de valorisation (chantiers locaux de travaux publics...) au moment de l'extraction des sédiments et devant faire l'objet d'éventuels dossiers spécifiques au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques;

6° mais mettant en avant le fait que chaque exercice annuel de dragage sera précédé de la réunion d'un Comité de Pilotage (ONEMA, Fédération de Pêche, Police de l'Eau, Agence de l'Eau Artois-Picardie) qui précisera les conditions et contraintes du chantier et persuadé de la pleine volonté de la Cellule de l'Eau de la DDTM de suivre très attentivement toute opération en liaison avec la fondamentale Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques;

7° soulignant la volonté de VNF de limiter l'impact environnemental, de limiter le dragage au rectangle de navigation et ainsi de ne pas perturber le milieu proche des rives et remarquant la conjonction de l'intérêt financier particulier et de l'intérêt collectif de moindre atteinte au milieu naturel, et mettant en avant l'application du principe: « éviter plutôt que réduire; réduire plutôt que compenser »;

S'appuyant sur tous les éléments qui précèdent, le Commissaire Enquêteur émet un **AVIS FAVORABLE** à la mise en place du Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'entretien (PGPOD) de l'Unité Hydrographique Centralisée (UHC) n° 13, Canal de Saint-Quentin et à la demande d'autorisation préfectorale associée; avis favorable assorti d'une **RECOMMANDATION**: que VNF recherche au maximum la valorisation plutôt que le dépôt des boues de curage et poursuive sa participation aux projets novateurs (Sédimentaires et C-Urbain par exemple).

Fait à Coutiches le 04/02/14,
Le Commissaire Enquêteur,
Yves CORDIER

